



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 17 novembre 1979

N°44

PRIX : ANTILLES 1F50
FRANCE 2F

Editorial

CONTRE LES EFFETS DE LA

CRISE : VIGILANCE OUVRIERE

Le problème auquel les employés d'Air France ont été confrontés est celui de milliers de travailleurs aux Antilles. Avec le développement de la crise, la plupart des entreprises, qu'elles soient privées, semi-nationalisées ou nationalisées, envisagent toujours de renforcer leur politique de restrictions et de personnel, soit pour combler leur déficit, soit pour maintenir leur taux de profit. Alors un peu partout, on entend parler de "démantèlement" comme à Air France, de "restructuration" comme dans l'industrie sucrière, de "réaménagement", "refonte", autant de mesures destinées à ce que l'état et les capitalistes se tirent le mieux possible de la crise actuelle sur le dos des travailleurs.

Or, dans la plupart des cas, les plans patronaux ne sont pas compliqués : réduction du personnel, blocage des salaires, et le tour est joué. . .

Les employés d'Air France, en Guadeloupe et en Martinique ne l'ont pas entendu de cette oreille. Ils ont pris les devants et n'ont pas attendu d'avoir le couteau sous la gorge pour se battre. Ils ont exigé des garanties pour la stabilité de leur emploi face aux déclarations de la direction qui entend réduire le personnel d'ici 1981. S'ils n'ont pu obtenir l'assurance qu'il n'y aura aucun licenciement dans l'entreprise après cette date, ils ont exercé une pression suffisante sur la direction pour lui faire admettre qu'elle doit maintenant compter avec eux.

Eh bien, la méfiance des travailleurs d'Air France est un exemple pour bien des travailleurs qui sont dans le même cas. Dans bon nombre d'entreprises et de secteurs d'activité, les patrons préparent en douce des plans peut-être radicaux pour eux mais sombres pour les travailleurs. Dans les usines à sucre par exemple, dans le commerce et bien d'autres, des tractations, des discussions secrètes entre les patrons, capitalistes, banquiers ont lieu sur la vente, le rachat de telle ou telle entreprise, ou carrément sur leur fermeture. Les travailleurs doivent s'en inquiéter, car trop souvent ce sont eux qui en font les frais. Ils n'ont pas intérêt à laisser les patrons causer tranquillement de leur sort dans le calme feutré des bureaux, ils ont plutôt intérêt à réagir, à prendre les devants comme ceux d'Air France et à demander des comptes.

Les travailleurs, par leur lutte peuvent obliger les patrons à rendre publics toutes leurs discussions, leurs plans sur l'avenir de l'entreprise. Ils doivent non seulement savoir ce qu'on leur prépare, à quelle sauce on veut les manger, mais aussi s'opposer à toute solution qui se solderait par leur licenciement, ou autre blocage de salaire. Ils doivent opposer aux tractations secrètes et aux combines patronales la méfiance et le contrôle ouvrier dans l'entreprise, sans attendre forcément d'être mis devant le fait accompli. Ceux d'Air France ont peut-être commencé à agir dans cette voie.

GUADELOUPE : LES ENSEIGNANTS EN COLERE

Plus de 700 enseignants de Guadeloupe ; maitres-auxiliaires pour la plupart, mais aussi stagiaires ou nouveaux mutés n'ont pas reçu le moindre centime de salaire depuis la rentrée. soit après bientôt deux mois de travail. Considérant à juste titre que l'état était en rupture de contrat, la plupart ont cessé le travail à partir du 5 novembre, pour contraindre l'administration à régler ce problème.

Plusieurs établissements se sont mis en grève par solidarité : ainsi le lycée de Baimbridge (moderne et technique), le LEP du Moule, celui du Lamentin, le CES de Sainte-Rose, tout comme celui de Raizet qui avait décidé de

24 heures de grève pour le jeudi 15 novembre. Des manifestations ont été organisées, notamment à Basse-Terre, ainsi que de nombreuses réunions où l'on décidait des actions à mener.

L'administration prétend que cela est dû à des problèmes d'ordinateur, ainsi qu'à la grève des fonctionnaires en Martinique. Il faut en effet préciser que l'ensemble des dossiers se trouvent désormais au Rectorat de Fort-de-France, ce qui rend plus difficile les réclamations pour les enseignants guadeloupéens.

Ce n'est pas la première fois que l'administration invoque des problèmes d'ordinateurs pour justifier des retards dans le paiement de

mène en fait à l'époque que l'on croyait révoquée : celle où l'administration payait les fonctionnaires quand bon lui semblait, parfois avec plusieurs mois de retard.

centaines de fonctionnaires. Curieux effet d'une soi-disant modernisation. . . qui nous rappelle les maîtres-auxiliaires, qui sont employés comme de simples "bouche-trous" et embauchés selon les termes mêmes de l'administration "à titre précaire et révocable", c'est à dire pouvant se retrouver au chômage à n'importe quel moment, ont raison de refuser de travailler dans de telles conditions, et d'exiger d'être payés immédiatement et intégralement.

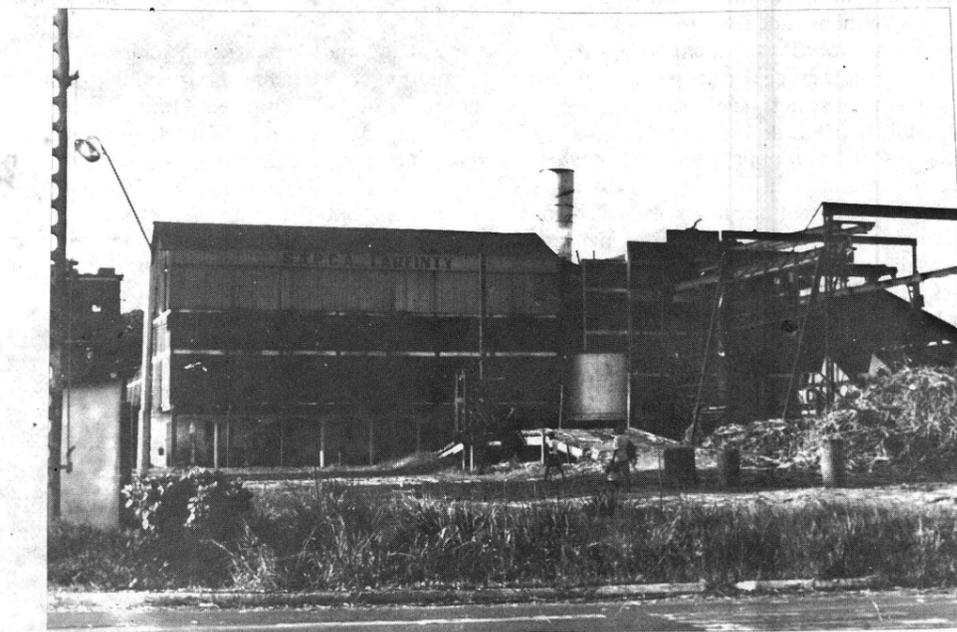
"SAUVER LAREINTY..." ET NE PAS S'ATTAQUER A LA GRANDE PROPRIETE FONCIERE ?

Le Parti Communiste Martiniquais s'est lancé récemment dans une campagne active sur le thème de la "sauvegarde de l'industrie sucrière de la Martinique", pour empêcher la fermeture de l'usine du Lareinty annoncée comme imminente par ses propriétaires, le groupe Hayot-Aubéry. Cette usine, qui est la dernière, avec l'usine du Galion, à produire du sucre, devait être reprise en main par le groupe Cointreau (qui contrôle déjà l'usine du Galion et la distillerie de Sainte-Marie). Le PCM, ainsi que le Comité de Défense de l'Usine du Lareinty qui s'est constitué à son initiative, estiment que cette "solution serait de confier le monopole du sucre martiniquais à un groupe étranger qui, d'ailleurs, n'est intéressé que par le rhum". Aussi, pour sauvegarder le sucre et l'emploi des travailleurs, le caractère "martiniquais" de la production sucrière, le PCM propose-t-il de confier la gestion de l'usine à la "SICA des producteurs de canne à sucre du Centre-Sud de la Martinique". D'autre part, affirme-t-il, cette solution aurait "l'avantage de permettre à des non-plantateurs de souscrire des parts. . . Ainsi les collectivités locales pourront participer à l'opération". On en revient là au vieux projet de Société d'Economie Mixte préconisée par le PCM, le PPM, et adopté à la quasi-unanimité il y a quelques mois par le Conseil Général sur proposition du rapport Charron.

Le PCM, et le Comité de Défense de l'Usine estiment qu'une somme de 150 à 400 millions de centimes serait nécessaire pour réparer l'usine, et qu'il faudrait encore disposer d'une autre somme, beaucoup plus importante, pour faire face aux dépenses de la campagne sucrière et payer la canne aux planteurs en attendant les futures recettes. Ils proposent que ces sommes soient fournies en partie par le Département, la Région, la commune du Lamentin et l'Etat, et en partie empruntées aux banques, Le Conseil Général et la Commune du Lamentin servant d'aval aux SICA.

C'est sur ces objectifs que le PCM et le Comité de Défense de l'Usine ont appelé les ouvriers de l'usine, les petits planteurs et les ouvriers agricoles de la région du Lamentin à se mobiliser, et toute leur action tend à obtenir des assemblées départementales, régionales et de l'état, les sommes estimées nécessaires à la remise en route de l'usine.

Mais s'il propose une nouvelle gérance de l'usine, à aucun moment le PCM ne remet en



cause la propriété elle-même de l'usine et des terres qui l'entourent, à savoir le fait qu'une famille de capitalistes, les Hayot-Aubéry, possède des centaines d'hectares de terres et les bâtiments de l'usine.

Or, si ces capitalistes peuvent décider du jour au lendemain de fermer leur usine ou de vendre leurs terres pour se livrer à des spéculations immobilières, c'est bien parce que celles-ci leur appartiennent, et qu'ils peuvent en disposer comme bon leur semble en fonction du profit qu'ils espèrent en tirer. Il se trouve que le groupe Hayot a trouvé plus rentable d'investir ailleurs que dans la production de sucre, et notamment dans le secteur du commerce, avec la construction de l'Euromarché. Ce phénomène d'abandon de l'industrie sucrière au profit de secteurs plus rentables du point de vue capitaliste, n'est pas nouveau. Il est en cours depuis une vingtaine d'années et est à l'origine de la fermeture progressive de toutes les usines tant en Martinique qu'en Guadeloupe qu'ailleurs.

S'ils veulent ne pas être les victimes de la rentabilité capitaliste, les travailleurs doivent prendre les propriétaires à la gorge, et les contraindre par la lutte, par la force, à céder à leurs exigences. Si les ouvriers de l'usine du Lareinty veulent conserver leur gagne-pain, ils doivent obliger les capitalistes à leur garantir un emploi et un salaire décent de quelque

façon que ce soit.

Ils peuvent se payer sur le capital en saisissant le matériel et les machines de l'usine. Quant aux petits paysans, s'ils ne veulent pas être les jouets des gros propriétaires qui décident de ce qu'ils doivent planter, il faut qu'ils s'attaquent aux terres possédées par ces capitalistes, et qu'ils les saisissent pour y cultiver ce qui présentera le plus d'intérêt pour eux et pour l'ensemble de la population.

Le PCM dit parler au nom de "l'intérêt général de la collectivité martiniquaise"

La "défense du sucre martiniquais" est depuis longtemps un cheval de bataille du PCM. Pourtant ceux qui ont toujours tiré profit du sucre, ce n'est pas la "collectivité martiniquaise", mais bien les capitalistes de cette industrie. Les ouvriers d'usine, ou les ouvriers agricoles, féroceement exploités par ces gros propriétaires n'en ont jamais tiré aucun profit. Les petits paysans non plus, qui reçoivent des sommes dérisoires pour leur canne et vivent misérablement sur leur lopin de terre. Le "sucre martiniquais" est en réalité le sucre des capitalistes, martiniquais ou autres. Ce sont eux qui ont décidé de produire du sucre, par ce qu'ils y trouvaient avantage. . . jusqu'au jour où ils ont estimé n'en plus tirer suffisamment de profit et où ils ont décidé d'abandonner cette production.

Suite page 4

IL Y A CENT ANS NAISSAIT LEON TROTSKY

Le sept novembre, il y a cent ans, à Yanovka, dans le sud de l'Ukraine, naissait Léon Trotsky (Léon Davidovitch Bronstein).

Militant de la première heure dans les rangs du parti social démocrate Russe (POSDR), Trotsky deviendra vite un de ses dirigeants.

1905-LA REVOLUTION PERMANENTE

Après la révolution de 1905, à laquelle il participa en tant que président du soviét de Pétrograd, il élabore la théorie de la révolution permanente à propos des perspectives révolutionnaires en Russie. Trotsky la résumera lui-même ainsi : « La révolution qui débutera comme une révolution bourgeoise quant à ses tâches immédiates, développera rapidement de puissantes contradictions sociales et ne pourra remporter la victoire finale que si elle transfère le pouvoir à la seule classe capable de se placer à la tête des masses opprimées, le prolétariat. Une fois au pouvoir, celui-ci non seulement ne voudra pas mais ne pourra pas se limiter à l'exécution d'un programme démocratique bourgeois. Il ne pourra mener la révolution à son terme que si la révolution russe se transforme en une révolution du prolétariat européen. Le programme démocratique bourgeois de la révolution sera alors dépassé en même temps que ses limitations nationales et la domination politique temporaire de la classe ouvrière russe se développera en une dictature socialiste prolongée ».

La révolution de 1917 confirmera de façon éclatante l'analyse de Trotsky.

LE DIRIGEANT DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Tour à tour, organisateur de l'insurrection d'octobre, commissaire du peuple aux affaires étrangères, chef et organisateur de l'armée rouge, Trotsky fut, avec Lénine, l'un des plus éminents dirigeants de la révolution de 1917.

Les dirigeants Bolchéviks consacrent aussi une grande part de leurs activités aux questions internationales. Léon Trotsky y attache une attention particulière.

La situation mondiale offre, dans les années qui suivent la révolution russe, des perspectives inouïes aux travailleurs. Dans tous les pays d'Europe ferment une situation révolutionnaire et des révolutions éclatent en Hongrie, en Allemagne. Dans ce dernier pays, les travailleurs créent des soviets, la révolution est en marche dès le début de 1918. Les dirigeants bolchéviks font tout pour le succès de nouvelles révolutions prolétariennes dans d'autres pays d'Europe. Ils pensent que le succès de la révolution russe a aussi dépendu des luttes menées par les travailleurs dans les autres pays d'Europe, des luttes qui ont limité par là même les efforts de leur bourgeoisie pour abattre le régime soviétique révolutionnaire. Mais, sans révolution en Europe, l'état ouvrier peut disparaître.

Au cours des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale, Lénine et Trotsky et d'autres dirigeants élaboreront des thèses sur la tactique et le programme révolutionnaire dans les différents pays : ce sont ces thèses qui permettront de donner une orientation et une base de travail communes à toutes les sections de l'Internationale. C'est alors une véritable direction politique internationale sous l'immense autorité morale des bolchéviks qui se crée pour propager les idées révolutionnaires dans le monde, créer des partis communistes dans les autres pays, développer la révolution mondiale.

LA LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE ET LA DEGENERESCENCE.

A partir de 1923, le statu quo s'installe en Europe. Aucune des révolutions prolétariennes n'a triomphé. La révolution allemande est vaincue. L'insurrection bulgare en 1923 et esthonienne en 24 échouent. L'état soviétique a certes pu vaincre les armées blanches et la pression armée de l'impérialisme mondial mais maintenant il est de plus en plus isolé.

De plus, après six années de guerre et de guerre civile, après les années de famine, l'économie soviétique était ruinée. Lénine et Trotsky avaient du mettre en place la NEP (nouveau programme économique) rétablissant partiellement le commerce privé et l'économie du marché. Le résultat s'était traduit par une amélioration sensible, mais en même temps se formaient de nouvelles couches sociales hostiles au communisme : Nepmen (commerçants privés), Koulaks (paysans riches), bureaucrates de l'ancien régime et bureaucrates du nouveau régime qui s'installaient dans les rouages du par-

ti. Les meilleurs combattants, les cadres ouvriers avaient été décimés pendant la guerre civile.

Le 21 janvier 1924, Lénine meurt. Il n'a pas eu le temps de se battre contre la montée bureaucratique dont il a pourtant vu le danger. L'appareil bureaucratique se renforce énormément. En fait il est le produit à la fois de l'échec de la révolution mondiale, mais aussi de l'arriération de la Russie qui, comme le dit Trotsky, était le maillon le plus faible des états bourgeois d'Europe.

Et, pour sauvegarder ses propres intérêts et son existence en tant que couche privilégiée, la bureaucratie qui se donne Staline comme dirigeant est conduite à pratiquer une politique contre-révolutionnaire. Sa responsabilité est énorme dans l'échec de la grève générale en Angleterre en 1924 et de la révolution chinoise en 1927. Plus tard sa politique des "fronts populaires" en France en 1936 et en Espagne en 1938 conduira la classe ouvrière dans des impasses.



Léon Trotsky à sa table de travail.

L'abandon de la politique léniniste de la révolution prolétarienne internationale pour la théorie du "socialisme dans un seul pays" sera repris par les bureaucrates de tous les partis communistes du monde entier. Toute cette politique permet au fascisme d'écraser la classe ouvrière et de triompher en Italie et en Allemagne.

LA QUATRIEME INTERNATIONALE

La lutte entre la bureaucratie dirigée par Staline et l'opposition de gauche animée par Trotsky et les vieux compagnons de Lénine avait débuté en 1923.

Trotsky avait proposé un "cours nouveau" pour redresser la situation, à l'intérieur du parti, dans les soviets, en économie, en politique extérieure. Mais les conditions sociales politiques, économiques, historiques qui cau-

sent la dégénérescence sont plus fortes et malgré toute sa justesse, le programme de l'opposition ne peut triompher. Trotsky sera exclu du parti et de l'URSS, les militants de l'opposition, les prestigieux dirigeants d'octobre et de la guerre civile, les plus jeunes aussi, seront traqués, emprisonnés et liquidés progressivement.

Trotsky s'est battu pendant des années pour le redressement du parti et de l'Internationale. Mais face à la montée du fascisme, devant l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 et la perspective de la deuxième guerre mondiale, Trotsky va rompre définitivement avec la troisième internationale pourrie par le stalinisme et préconiser la création de la quatrième internationale qui sera officiellement proclamée en 1938. Le texte de fondation de la quatrième internationale, "le programme de transition" proclame : « la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

Les prémisses de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. . . La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle se précipite maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire.

..... L'orientation des masses est déterminée, d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques..... La crise de la direction du prolétariat qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la IVème internationale. »

En réalité, malgré ce programme et le déploiement du drapeau du socialisme révolutionnaire, la quatrième internationale ne peut dépasser l'état d'un ensemble de petits groupes restreints qui ne purent réellement se lier à la classe ouvrière et se développer parmi elle. Certes, la pression et la répression stalinienne y étaient très fortes. Les militants trotskystes, quand ils n'étaient pas abattus par des agents staliniens subissaient les pires méthodes. Mais il est vrai aussi que bon nombre de militants et de groupes trotskystes n'entamèrent jamais le véritable travail révolutionnaire permettant, comme le disait Trotsky de renouer avec la tradition bolchévique.

A la mort de Trotsky, assassiné par un agent stalinien, en 1940, les différentes sections de l'internationale se divisèrent en de multiples courants.

ET MAINTENANT ?

Cependant Trotsky, par son travail d'explication, de clarification théorique pendant près de dix sept ans, a légué un héritage politique et théorique considérable. Les rapports qu'il a entretenus pendant toutes ces années d'exil avec différents groupes de l'opposition internationale, avec différents militants de nombreux pays, ses entretiens, son analyse pas à pas de la politique stalinienne et de la situation mondiale, l'explication de la théorie de l'état ouvrier dégénéré et de la nature de l'URSS, ses efforts pour reformer une nouvelle génération de révolutionnaires n'ont pas été vains. Car aujourd'hui encore, un peu partout dans le monde, il existe des centaines de groupes se réclamant du trotskysme et il existe des courants qui cherchent à se lier réellement à la classe ouvrière dans la perspective de recréer des partis ouvriers révolutionnaires, pour la révolution prolétarienne, pour la création d'une internationale révolutionnaire. Quelles que soient les divergences, ces groupes se réclament tous du programme de transition qui constitue aujourd'hui encore le seul programme révolutionnaire international.

Aujourd'hui, les effets de la crise du capitalisme se font sentir de jour en jour avec plus d'acuité : désordre monétaire, inflation généralisée, des millions d'hommes meurent victimes de l'impérialisme, comme au Cambodge, des millions d'hommes sont en permanence ravagés par la faim et les épidémies. Les crises, les guerres, l'instabilité politique sont permanentes.

Le capitalisme et l'impérialisme, de plus en plus malades empruntent parfois les voies de la folie pure. Ils engendrent des dictatures les plus féroces, et la barbarie à travers le globe. Les Bokassa, Amin Dada et autres Hitler aux petits pieds n'en sont que les produits monstrueux. Le tout récent rapport de la FAO montre qu'il plane sur la planète des risques de famine encore jamais vus. Le système capitaliste en putréfaction fait constamment planer sur nos têtes le règne de l'apocalypse.

Plus que jamais, le programme et les tâches révolutionnaires de la période d'agonie du capitalisme, le programme de la quatrième internationale est aujourd'hui valable. Il reste cependant à reconstruire cette internationale.

EXTRAITS DE "LA REVOLUTION PERMANENTE"

Pour les pays à développement bourgeois retardataire et, en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes.

Non seulement la question agraire mais aussi la question nationale assignent à la paysannerie, qui constitue l'énorme majorité de la population des pays arriérés, un rôle primordial dans la révolution démocratique. Sans une alliance entre le prolétariat et la paysannerie, les tâches de la révolution démocratique ne peuvent pas être résolues : elles ne peuvent même pas être sérieusement posées. Mais l'alliance de ces deux classes ne se réalisera pas autrement que dans une lutte implacable contre l'influence de la Bourgeoisie libérale nationale.

Quelles que soient les premières étapes épi-

la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. Ce qui signifie à son tour que la victoire de la révolution démocratique n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui s'appuie sur son alliance avec la paysannerie et résout, en premier lieu, les tâches de la révolution démocratique.

La dictature du prolétariat qui a pris le pouvoir comme force dirigeante de la révolution démocratique est inévitablement et très rapidement placée devant des tâches qui la forceront à faire des incursions profondes dans le droit de propriété bourgeois. La révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente.

La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte, étant donné la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondia-

le, amènera inévitablement des éruptions violentes, c'est à dire à l'intérieur des guerres civiles et à l'extérieur des guerres révolutionnaires. C'est en cela que consiste le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même, qu'il s'agisse d'un pays arriéré qui vient d'accomplir sa révolution démocratique ou d'un vieux pays capitaliste qui a déjà passé par une longue période de démocratie et de parlementarisme.

La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'Etat national. D'où les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète.

REPRISE DE LA GREVE



Suspendue le 30 octobre, la grève des une journée de grève pour protester contre le manque de crédit octroyé aux hôpitaux. Or, le voilà qui aujourd'hui se retourne contre les travailleurs du CHFF.

Ceux-ci se souviennent de l'attitude de Zobda au moment où il n'était que directeur du personnel du CHFF. A ce moment là, il se déclarait partisan du paiement intégral des jours de grève. Il était même allé soutenir les grévistes de l'hôpital psychiatrique de Colson en grève il y a quelques années de cela. Maintenant directeur tout court de l'hôpital de Fort-de-France, il a retourné sa veste et se montre plus anti-employés hospitaliers a repris au Centre Hospitalier de Fort-de-France le mardi 13 novembre. La reprise de la grève est causée par la volonté de la direction du CHFF de ne payer que la moitié des jours de grève, alors qu'il semble que dans les autres établissements hospitaliers où les travailleurs avaient participé à la grève il ne soit pas question de prélever ces jours de grève.

Les travailleurs du CHFF sont d'autant plus

mécontents qu'ils ne comprennent pas la position du directeur, Mr. Zobda qui est par ailleurs membre responsable du PCM. En effet, Zobda avait déclaré publiquement soutenir la grève des employés et, en tant que cadre avait même fait ouvrir que les autres directeurs d'hôpitaux de la Martinique.

Et lorsque l'Intersyndicale CGTM, CFTD et FO lui a remis une note exigeant le paiement intégral des jours de grève Mr. Zobda a agressé la délégation de travailleurs présents, s'en prenant notamment à notre camarade Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM-Santé.

Mais les travailleurs grévistes, au nombre de plusieurs centaines ne se sont pas laissés intimider par les cris, les menaces et les bonds de Mr. Zobda qui s'est calmé en cours de journée.

Au moment où nous écrivons, la grève continue donc pour obliger Zobda à revenir sur sa décision de prélever les jours de grève.

J.B.

LES LOIS SUR LE CHOMAGE :

UNE GROSSE COULEUVRE

Le gouvernement français parle de plus en plus de ses intentions d'appliquer dans les D.O.M. T.O.M. les lois sur l'indemnisation des chômeurs, lois qui existent en France depuis déjà des dizaines d'années, mais il en parle à sa manière.

Il faut rappeler que cette décision vient après de multiples interventions des politiciens aussi bien de gauche que de droite à l'assemblée nationale, au sénat ou encore lors des passages des différentes personnalités politiques françaises dans ces colonies.

Bien sûr, le gouvernement de Giscard-Barre, dans sa volonté de tromper encore les travailleurs, n'hésitera pas à mettre l'accent sur le caractère soi-disant progressiste de ces lois. Mais en réalité, c'est encore une vaste duperie car ces lois sur le chômage telles qu'ils veulent les appliquer aux Antilles, à la Réunion, en Guyane... sont complètement vidées de leur contenu de sorte que le nombre de chômeurs qui pourra en bénéficier sera extrêmement réduit.

S'il faut croire les déclarations de M. Fontaine, député UDF de la Réunion, dont on ne peut mettre en doute la fidélité au gouvernement, 90% des chômeurs ne pourront pas bénéficier de ces lois.

Le gouvernement de Barre essaie alors vainement de se justifier en affirmant que les choses vont s'améliorer progressivement. Mais les chômeurs des Antilles n'ont aucune raison de le croire sachant bien qu'aux Antilles c'est bien souvent que le provisoire devient définitif.

En fait, les contradictions de la politique de "l'assimilation économique" apparaissent en cette circonstance au grand jour. Les inéga-

lités qui continuent à exister entre les Antilles et la France en matière de lois sociales en sont une preuve flagrante.

Les travailleurs, les chômeurs des Antilles ont intérêt à exiger l'application intégrale et immédiate des lois sur le chômage. Bien sûr, cela ne constitue pas la solution aux problèmes du chômage qui existent dans les dernières colonies de la France, mais il faut mettre le gouvernement au pied du mur.

EMIGRATION

LOI BONNET - STOLERU :

LA REPRESSION EN SURSIS...

Finalment le projet de loi Bonnet contre les travailleurs immigrés a été repoussé par le Sénat à la demande même du gouvernement. Celui-ci estimait que les amendements qui y avaient été apportés dénaturaient son projet initial. Ces amendements accordaient selon lui trop de facilités à "certaines catégories d'étrangers".

En réalité, les quelques amendements votés par les sénateurs ne changeaient pas grand chose quant au fond du projet à savoir la possibilité pour les préfets de décider à n'importe quel moment et sans autre forme de procès de l'arrestation, de la détention arbitraire et de l'expulsion de n'importe quel travailleur immigré.

Il faut croire que le gouvernement français veut une loi bien répressive et sans ambiguïté. Il représentera certainement son projet de loi sous peu.

Ce projet de loi raciste devra rencontrer l'opposition résolue de tous les travailleurs.

ECHOS DES ENTREPRISES

GROSSE MONTAGNE

LES TRAVAILLEURS ONT REUSSI A FAIRE PAYER LES PATRONS

Après un mois et demi de grève les travailleurs de l'usine Grosse-Montagne ont repris le travail le mardi 6 novembre.

Les travailleurs ont décidé de mettre fin à leur mouvement de grève après avoir obtenu de la direction le maintien des accords signés le 8 octobre dernier, et que celle-ci avait dénoncés ensuite.

Quant au travailleur licencié, sa réintégration n'a pas été obtenue.

La direction a préféré lâcher un peu plus au niveau des indemnités de licenciement plutôt que de le reprendre.

Les travailleurs de Grosse-Montagne, même s'ils n'ont pas imposé toutes leurs revendications, notamment le paiement des jours de grève et les 2.600 Frs pour tous, ont le sentiment d'avoir vraiment arraché de haute lutte ce qu'ils ont obtenu.

Ils sont loin d'avoir subi une défaite.

Bien au contraire, c'est leur combativité et leur détermination qui ont obligé les patrons de cette entreprise à mieux indemniser. C'est aussi parce qu'ils ont continué à se battre que les dirigeants de Grosse-Montagne ont ravalé leur menace de ne pas respecter les accords du 8 octobre.

EMIGRATION

« NOUS REFUSONS DE BRISER LA GREVE DE NOS CAMARADES DES ANTILLES »

Au centre de tri PLM, à la gare de Lyon, à Paris, sont triées les lettres quittant la France pour les Antilles, par avion. De nombreux Antillais travaillent au tri ainsi qu'à la mise en sac de ce courrier.

Généralement à l'ensachage, il ne faut préparer que deux types de sacs, un pour Fort-de-France ville et un pour l'ensemble des communes dit "Fort-de-France passe".

Or la semaine dernière, alors même qu'il y avait grève en Martinique, ces consignes ont été changées. L'administration voulait que nous fassions un sac pour chaque commune, du moins pour la plupart des communes de Martinique.

Un tel travail revenait à briser la grève de nos camarades en Martinique ou du moins à minimiser les effets de cette grève. C'était favori-

ser l'administration qui ici non plus ne nous fait pas de cadeau. Alors les Antillais du service Avion ont refusé de pratiquer ce sabotage. Ils n'ont peut-être pas empêché que cela se fasse complètement, mais leur geste était indispensable.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE A L'HOPITAL, MANQUE DE MEDICAMENTS !

Le manque de médicaments est actuellement un fait courant au niveau de nombre de services de l'hôpital. Mais ce véritable scandale n'a pas l'air de préoccuper outre mesure la direction du CHFF puisque au lieu de pouvoir la pharmacie en médicaments, elle laisse les choses en l'état.

Aussi, lorsqu'un médicament manque c'est un véritable branle-bas : les services se téléphonent entre eux pour essayer chacun de trouver le médicament qui lui manque. Si l'on n'en trouve pas, il faut administrer un médicament équivalent avec l'accord de l'interne.

Quand c'est impossible, nous traduisons le manque par un "M" sur la pancarte du malade. Celui-ci n'a donc rien reçu. Son traitement n'est pas fait ! Ce qui est un véritable scandale pour un hôpital.

NE CACHONS PAS LA VERITE

Il se trouve pourtant des chefs de service pour protester contre le fait que nous signalons le manque de médicaments sur la pancarte du malade.

Ces messieurs au lieu de faire les gros yeux parce qu'une carence criminelle a été dénoncée, devraient plutôt se préoccuper de trouver des médicaments pour soigner les malades.

C'est cela être un médecin responsable.

CGSS FORT DE FRANCE COMPTABILITE : LES CHEQUES RESTAURANT SE SONT "BARRES"

Se présentant au guichet de la comptabilité pour retirer son carnet de chèques-restaurant, un agent s'entend dire, que le stock est épuisé. Institués depuis peu, voilà déjà qu'ils manquent.

Certes, c'était le lundi 4, mais le lundi précédent, on faisait grève et le jeudi précédent était férié.

Il faut plutôt croire que la gestion des stocks des tickets est trop lourde à supporter pour la direction... ou encore que ce n'est là que le cadet des soucis de ces messieurs qui, à n'en pas douter, prennent eux, un repas copieux chaque midi.

CENTRE HOSPITALIER DE

POINTE A PITRE

1980 : DES PERSPECTIVES PEU ENGAGEANTES

Les problèmes déjà cruciaux de manque de personnel seront aggravés dans l'année qui vient. C'est ce que confirme la direction dans son bulletin, en parlant du « temps des vaches maigres ». Mais le fait qu'elle semble le déplorer, et que les médecins ont protesté contre cela, ne nous console pas.

Car les bons sentiments du directeur ne changent rien à la situation, celui-ci entendant « utiliser au mieux les moyens humains et matériels mis à (sa) disposition » : ce qui signifie en clair qu'il va s'arranger pour que nous fassions le travail à la place du personnel manquant. A nous de réagir si nous ne voulons pas être obligés bientôt d'entrer à l'hôpital... mais en tant que malades !

MARTINIQUE

SOCALTRA : UNE FILOUTERIE DU PATRON

Le mois dernier, des ouvriers ont fait une quantité importante d'heures supplémentaires mais ils n'ont pas retrouvé ces heures sur leur fiche de paie.

En réalité, le patron ne s'est pas gêné pour tenter d'en supprimer quelques unes en calculant le nombre et le taux de ces heures supplémentaires, non pas par semaine, comme il est légal, mais par mois. Ce qui veut dire que bon nombre d'heures majorées à 50% étaient comptées comme heures majorées à 25%, ou d'autres majorées à 100% étaient comptées à 50%.

Ainsi tandis que ces ouvriers travaillaient des nuits entières dans l'espoir de voir leur mois de salaire bien rempli, le patron prenait tout son temps pour faire ses petits calculs de façon à les "piéger".

Mais cette manœuvre n'est pas passée inaperçue, et le patron va devoir rendre des comptes.

Mais les ouvriers qui usent leur santé à faire des heures supplémentaires doivent savoir aussi qu'en les faisant ils arrondissent surtout les profits du patron. Mieux vaut se

battre tous ensemble pour une bonne augmentation de salaire plutôt que de laisser notre force et notre énergie dans les caisses du patron !

POINTE - A - PITRE

PRISUNIC VILLE L'UN DES NOTRES EST MORT

Mardi, la rumeur s'est répandue et nous n'avons pu y croire. Pour la vérification, des déléguées sont allées à son domicile et là, elles n'ont pu que constater la tragédie.

C'est avec fraternité qu'elles ont fait les premières démarches en l'absence de sa famille. Toute la semaine, nous sommes restés comme figés et très attristés par la disparition brutale de notre collègue.

Notre camarade était jeune, sympathique et gai. Mais en fait, la plupart d'entre nous le connaissions très peu.

L'émotion causée par cette disparition peut tout au moins nous faire réfléchir sur un point. Il est important pour nous de nous lier plus les uns aux autres, en nous rencontrant, en nous connaissant mieux en dehors du travail. Car dans notre vie d'employés, les patrons nous exploitent tellement, nous avons tellement de difficultés que nous en finissons par oublier de nous intéresser les uns aux autres. Sauf après leur mort...

LA BARBARIE DU SYSTEME COLONIAL.

La découverte du corps mutilé de notre camarade nous a fait peur. De plus sa maison semblait vidée des objets lui appartenant.

Que s'est-il passé ? Il ne s'agit certes pas d'une mort naturelle !

Mais il est vrai que nous vivons actuellement dans un état de violence et de barbarie permanentes. Violence et barbarie provoquées par une société coloniale qui entretient le chômage, la misère et le désespoir chez des milliers de femmes et d'hommes. La misère morale aussi fait que des idées de vengeance, de règlement de compte germent et se développent après le moindre incident.

On ne sait pas exactement les causes pour lesquelles notre camarade a été aussi sauvagement tué, mais en tout cas, cela tient de la barbarie.

Et la barbarie qui l'a tué, c'est aussi la barbarie de tout un système capitaliste et colonial qui engendre le désespoir, la haine et la violence.

CAF. COMMERCE: RECOL DES PATRONS ET DE L'ADMINISTRATION

Deux mouvements de grève viennent de se terminer à Fort-de-France, la grève de la CAF qui durait depuis 6 semaines et celle des employés de commerce qui a duré, elle, 4 jours.

Dans les 2 cas, patrons et administrations ont cédé devant la détermination des travailleurs en lutte pour la défense de leur pouvoir d'achat et contre l'arbitraire.

COMMERCE : RECOL DES PATRONS

C'est par un succès que s'est achevée la grève des travailleurs du commerce. Ceux-ci, qui réclamaient notamment 12% d'augmentation de salaire les ont arrachés au bout de 4 jours de grève. Celle-ci commencée le mardi 6 était terminée le samedi 10.

La raison principale de cette victoire est due probablement à la détermination dont ont fait preuve les travailleurs de ce secteur. En effet, dès le mardi matin, tous les grands magasins et libres-services de Fort-de-France étaient fermés et plusieurs centaines d'employés de commerce ont défilé dans les rues

de la ville.

Aussi les patrons qui prétendaient n'accorder que 7%, proposèrent 9%, puis 10%, puis 11%. Rien n'y fit. C'est 12% que les travailleurs voulaient, ils les ont obtenus.

Cependant si la grève est terminée, des négociations se poursuivent toujours sur d'autres points : les travailleurs réclament en effet une prime de transport, le 13ème mois et la 5ème semaine de congés payés.

En tout cas les travailleurs du commerce savent comment faire pour faire rendre gorge aux patrons. S'ils utilisent l'arme de la grève, ils pourront faire encore reculer ces derniers.

CAISSE D'ALLOCATIONS

FAMILIALES : ARNUEL ET SA CLIQUE ONT CEDE

Ainsi cette grève qui a débuté depuis le 3 octobre voit sa fin.

La direction de la CAF, liée en cela à la préfecture et au conseil d'administration ont décidé de signer un protocole d'accord avec

le syndicat représentant les grévistes.

Cet accord précise que 50% des jours de grève du mois d'octobre seront payés et des points tels que le chèque-restaurant ou le prélèvement des 1% ont été acquis. Il reste cependant que pour le niveau 6, par exemple, seules des promesses ont été faites. Ce qui revient à dire que plus que jamais, les travailleurs de la CAF devront rester vigilants.

Il faut remarquer que c'est précipitamment le lundi 15 au matin que les représentants des grévistes ont été convoqués à la réunion de la direction. . . Sans doute le soutien rencontré par les grévistes parmi les autres catégories de travailleurs et le mécontentement grandissant des allocataires ne sont-ils pas étrangers à cette précipitation de la direction (et de la préfecture) à vouloir régler le conflit.

La grève des dockers qui menaçait d'éclater devant l'intransigeance de la direction de la CAF, et la détermination des grévistes auront forcé celle-ci à céder. C'est un succès pour les travailleurs de la CAF.

GUADELOUPE

A PROPOS DE L'INTERDICTION DE "RACINES"

Le pouvoir colonial vient d'autoriser verbalement tout au moins la sortie du film "Racines" en Guadeloupe. Mais, avant cela, il aura fallu la protestation indignée des organisations syndicales et politiques de gauche et d'extrême-gauche, une intervention du sénateur Gargar (apparenté communiste) et de nombreuses autres positions.

Le pouvoir colonial Racines, tiré du livre du même nom de Alex Haley retrace l'histoire de l'esclavage depuis la vie en Afrique, la capture, le bateau négrier et la vie d'esclave en Amérique sur plusieurs générations. Naguère le pouvoir colonial avait interdit de la même façon pendant des années la projection du film Tamango . . .

Le pouvoir craint-il que l'évocation de toute la cruauté subie par les ancêtres du peuple antillais actuel, ne lui rappelle l'esclavage colonial qu'il subit aujourd'hui ?

En tout cas, il faut exiger la projection de ce film particulièrement intéressant.

Nous publions ci-dessous, un communiqué signé par plusieurs organisations syndicales à ce sujet ainsi qu'un extrait du communiqué du Syndicat U.I.G. - C.F.D.T.

L'U.I.G. - C.F.D.T. à l'issue de son Congrès tenu à Petit-Bourg fait la déclaration suivante:

Dans le but de développer l'action culturelle en Guadeloupe et la recherche de l'identité de l'homme guadeloupéen, l'U.I.G. - C.F.D.T. avait demandé à l'association : LES PARTISANS DE L'AUTOGESTION CULTURELLE de diffuser le film "RACINES". Un accord avait été donné à la C.F.D.T. par la société de diffusion du film.

En face de ce refus délibéré du pouvoir de priver les travailleurs guadeloupéens d'un film qui revêt une signification particulière, l'U.I.G. tient à affirmer qu'elle a pris l'initiative pour lancer la lutte contre le pouvoir dans ce domaine, c'est ainsi que dès le 3 novembre elle a lancé une pétition dans le public tendant à sensi-

biliser les travailleurs.

A l'heure où Monsieur DIJOUR prétend s'occuper de la culture en Guadeloupe, les organisations soussignées :

1) - S'étonnent que le pouvoir colonial interdise la projection du film "RACINES" en Guadeloupe.

2) - Protestent vigoureusement contre cette atteinte à la liberté d'information.

Ont signé :

F.E.N.
- S.N.C.
- Comité des Fonctionnaires: C.G.T.
- S.I.P.A.G.
- C.G.T.G.
- U.J.C.G.
S.G.E.G.
U.I.G. C.F.D.T.
F.T.G.

Pointe-à-Pitre, le 8 novembre 1979

France : Les ouvriers de l'Alsthom occupent leur usine depuis plus de 45 jours

Le jeudi 8 novembre, 62% des ouvriers de l'usine Alsthom à Belfort ont décidé de poursuivre la grève avec occupation qu'ils ont commencée depuis le 27 septembre. Ils réclament le 13ème mois, une augmentation de 70 F par mois, un salaire minimum de 2.760 F.

Cette grève, du fait même de la grande combativité des ouvriers, bénéficie d'une grande popularité tant à Belfort que dans tout le pays. La radio, la télévision, la presse écrite se font l'écho de cette lutte, et notamment des actions spectaculaires organisées par les grévistes : occupation de la gare de Belfort, de l'aéroport, journée "ville morte" organisée avec tous les travailleurs de la région et plus récemment occupation de la chambre de commerce

et d'industrie de Belfort et de la préfecture.

Grâce à la solidarité qu'ils rencontrent, les travailleurs de l'Alsthom-Belfort ont choisi de continuer leur lutte. Ils savent aussi que dans les deux autres usines du groupe, Alsthom-Saint Ouen et Delle-Alsthom à Villeurbanne, leurs camarades sont également en grève. Ceux de Saint Ouen, eux aussi, occupent leur usine.

Toute la presse s'accorde pour dire que la direction d'Alsthom-Belfort hésitera à appeler la police pour chasser les grévistes de l'usine occupée. Pourtant une décision de la cour d'appel de Besançon l'y autorise depuis le 7 novembre. Mais les patrons de Belfort craignent non seulement la colère de ceux de l'Alsthom mais celle de tous les travailleurs de la région en cas

d'expulsion des grévistes.

Ceux-ci ont déjà contraint les patrons à négocier avec eux sans avoir à quitter l'usine. Mais jusqu'à maintenant les grévistes n'ont pu que repousser les propositions révoltantes des patrons. Ces rapaces n'ont pas eu honte de venir pleurnicher sur "leurs difficultés financières" et proposent un 13ème mois pour . . . 1983 !

A l'heure où nous écrivons la grève dure déjà depuis six semaines et les ouvriers de l'Alsthom ne semblent pas prêts à reprendre le travail sans avoir rien obtenu. Ils l'ont montré le 8 novembre en étant plus nombreux à voter pour continuer la grève que lors du vote du mois précédent.

IRAN OTAGES DE L'AMBASSADE : LES RISQUES DU METIER ...

L'ambassade des Etats-Unis en Iran est toujours occupée par des étudiants iraniens, à l'heure où nous écrivons. Cette action, sinon décidée, tout au moins soutenue par l'Ayatollah Khomeiny, a été déclenchée pour tenter d'obtenir l'extradition du Shah qui se trouve actuellement aux Etats-Unis.

Ce que veulent les étudiants, et avec eux la majorité de la population iranienne, c'est pouvoir juger le Shah pour les crimes perpétrés tout au long de son règne. Car cet homme, sur le sort duquel une certaine presse voudrait presque nous attendrir, fut effectivement un sanglant dictateur, responsable de la mort de dizaines de milliers de personnes. Rappelons qu'il y a plus d'un an à peine, plus de 3.000 personnes qui manifestaient furent massacrées en une seule journée sur l'ordre du Shah. La torture était une pratique courante sous son règne. Il est aisé de comprendre pourquoi les étudiants iraniens voudraient le voir jugé comme le furent les compagnons d'Hitler.

Même si nous n'approuvons nullement la politique et les méthodes de Khomeiny pour renforcer son pouvoir, nous ne nous attendrions pas davantage sur le sort des diplomates américains actuellement retenus en otage. Ce ne sont pas d'innocents touristes, mais bien les représentants de l'impérialisme améri-

cain, responsable en grande partie du sous-développement de l'Iran, et qui fut pendant des années le principal soutien du Shah, dont il arma et encadra les troupes et la police.

Le gouvernement Carter a été obligé de prendre un certain nombre de mesures pour tenter de faire revenir le régime de Khomeiny sur sa décision. Ainsi, les étudiants iraniens vivant aux Etats-Unis, et dont les papiers n'étaient pas en règle, ont été expulsés. De même Carter a décidé de cesser jusqu'à nouvel ordre toute importation de pétrole iranien. Ce qui apparemment, ne gêne nullement les autorités iraniennes. En réponse, celles-ci ont décidé de retirer des banques américaines tous les avoirs iraniens, qui se montent à 12 milliards de dollars. Carter a dû prendre une mesure de blocage de ces fonds.

Aucun des adversaires ne semble vouloir céder, bien qu'on ne paraisse pas s'acheminer vers une rupture totale : ainsi les Iraniens ne demandent plus l'extradition du Shah vers l'Iran, mais son expulsion des USA et son jugement par un tribunal international.

Il est difficile de dire quelle sera l'issue de cette affaire : mais même si les Etats-Unis faisaient une concession en expulsant le Shah, ce la ne changerait pas grand chose à la situation des masses iraniennes pauvres, ni à la dépendance de l'Iran vis à vis de l'impérialisme.

Pour s'attaquer réellement à ce problème, une toute autre politique que celle de Khomeiny est nécessaire : elle passe par l'organisation et la mobilisation, non seulement des travailleurs iraniens, mais aussi de la classe ouvrière des pays développés ; et de cela, le régime iranien actuel est de par sa nature même, absolument incapable.

Max RODON

SAUVER LAREINTY

SUITE DE LA PAGE 1

Alors vouloir défendre à tout prix le "sucre martiniquais", parce que ce serait "la base de l'économie de l'île", n'a pas de sens actuellement pour les travailleurs, qui n'ont aucun intérêt à défendre cette production plutôt qu'une autre, ou plutôt que la production de rhum par exemple, dont le maintien ou la disparition dépendent, eux aussi, des profits qu'en tirent certains capitalistes.

Par contre les ouvriers ont à défendre leur emploi et leurs salaires. Les petits paysans ont à défendre le droit de tirer de la terre un revenu qui leur permette de vivre décemment. Rien ne dit que cela doit se faire à travers la défense du "sucre martiniquais".

Claire GOYA

Fort-de-France

IL FAUT DENONCER LES BRUTALITES POLICIERES !

Les individus qui auraient été les auteurs des hold-ups contre le Crédit Agricole et contre le cinéma Cluny, à Fort-de-France ont été arrêtés.

Mais cette affaire est aussi révélatrice des méthodes employées par la police. C'est ainsi qu'au cours de son enquête, la police a arrêté et écroué un mineur, L.R. et voulait à tout prix qu'il avoue avoir commis l'attaque à main armée du Crédit Agricole, ce qu'il a toujours nié. Jusqu'à maintenant, ce jeune est en prison. Pourquoi est-il encore enfermé ? Que lui reproche-t-on d'autre ?

Par ailleurs, nous avons publié la semaine dernière une lettre d'un jeune rasta, Mirédin. Il accusait la police d'avoir usé de brutalité à son égard, mettant en cause notamment l'inspecteur Cark et un inspecteur "chabin". Celui-ci l'aurait frappé à coup de câble électrique pour qu'il avoue être l'auteur du cambriolage du Crédit Agricole.

Cette lettre ouverte au procureur de la République a été publiée par plusieurs hebdomadaires sans qu'aucun démenti ait été porté à la connaissance de la population.

Or, il s'agit là, en ce qui concerne les deux jeunes de cas flagrants d'injustice et de brutalité.

Il faut que ces faits soient connus de toute la population, qu'ils soient connus et dénoncés en tant que tels : en tant qu'agissements de tout un corps antijeune, violent et acharné à la répression. Seul le fait de savoir que leurs actes seront dénoncés peut faire hésiter policiers et gendarmes violents.

Martinique 3ème gala de Combat Ouvrier

Le vendredi 7 décembre aura lieu à la salle du Terpsichora au Lamentin le 3ème gala de COMBAT OUVRIER en Martinique.

Là, à partir de 19 heures, les travailleurs pourront assister dans une ambiance fraternelle et détendue à un spectacle de qualité :

Au programme :

*Léon Sainte-Rose

*Sylvanise Pépin

*Jean-Claude Duverger

*Djo Désormo

*Jean Thérèse et son accordéon

*Marsé et les rois du tambour

La soirée se terminera par un bal avec l'orchestre de Daniel Ravaud et Géno Exilie, l'orchestre E+.

Les participants au gala pourront aussi se restaurer dans le bar prévu à l'occasion.

Mais le Gala de Combat Ouvrier, c'est aussi un rassemblement politique. Les travailleurs, les jeunes pourront voir les panneaux retraçant notre activité où reprenant nos positions politiques essentielles. Ils pourront aussi entendre l'allocution que prononcera notre camarade au cours du gala.

Alors, demandez la carte d'invitation au gala à nos diffuseurs, et tous au Terpsichora le 7 décembre à partir de 19 heures.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728